

mentation de la production végétale ont obtenu naturellement celle du nombre et de la qualité des animaux de rente, et par conséquent celle des fumiers. Le cultivateur engraisse copieusement ses terres; cependant il reconnaît bientôt que ces engrais ne sont pas assez abondants et que les progrès de sa culture vont s'arrêter s'il ne supplée pas à cette insuffisance relative. Il jette les yeux autour de lui et se livre à la recherche de nouveaux moyens de fertilisation. Il amoncelle tous les débris dont il n'avait aucun souci dans les années précédentes. Il recueille toutes les cendres, les fruits gâtés, les eaux de cuisine et de lavage, s'il peut se procurer de la tourbe; il le fait avec empressement; souvent même il songe sérieusement à employer l'engrais humain et à vaincre la répugnance qu'il lui inspirait.

Avec ce surplus d'engrais, il enrichit de plus en plus sa terre; mais il s'aperçoit bientôt qu'il a encore ici à lutter contre l'insuffisance. Néanmoins, il a utilisé tout ce qui lui a tombé sous la main; et il arrive à la troisième période du perfectionnement. Il s'adresse à l'industrie et au commerce et leur demande de faire cesser l'insuffisance dont il souffre. Ceux-ci lui offrent de nombreux engrais dont le prix d'achat est sans doute très-élevé, mais qui possèdent une grande richesse sous un très-petit volume et qui, dans cette troisième période, conviennent admirablement comme engrais supplémentaires. L'industrie, avec ses superphosphates, ses phosphates azotés, etc., le commerce, avec son guano, son nitrate de soude, son pain de lin complètent la fumure et font de cette troisième période, la perfection de l'art agricole.

(A continuer.)

REVUE DE LA SEMAINE

— Depuis notre dernière revue, les débats ont marché rapidement dans notre Législature locale; si rapidement même que nous n'avons pu en suivre les intéressantes péripéties. Il est vrai qu'une absence forcée nous a considérablement mis en retard. Aujourd'hui nous voulons présenter à nos lecteurs le résumé suivi et aussi court que possible des débats qui ont eu lieu depuis le 9 décembre jusqu'à la date actuelle; et, dans ce but, nous ne nous occuperons que des sujets les plus importants au point de vue de l'agriculture, de la colonisation, du commerce et de l'industrie.

Le 9 Décembre, après les affaires de routine, les débats sur l'adresse sont repris et M. Billingham prend la parole. Il approuve en général l'esprit de l'adresse. Puis il appelle l'attention de la Chambre sur certaines annonces publiées dans la *Gazette Officielle* et dit qu'il n'est pas sage de donner aux municipalités le pouvoir de saisir et de vendre les terres en l'absence de leurs propriétaires. "Ce pouvoir, dit-il, a eu un effet très-préjudiciable sur la colonisation."

Passant à un autre ordre d'idées, il blâme fortement le Président du chemin de Colonisation du Nord pour avoir abusé de sa situation en faisant de sa compagnie un instrument électoral pour appuyer un ami politique ou combattre un adversaire politique.

Le tarif du postage sur les journaux devrait être modifié car il pèse trop lourdement sur les lecteurs.

Parlant des causes de l'émigration canadienne française, il prétend que le meilleur moyen d'empêcher les cultivateurs d'émigrer c'est de leur donner les plus grandes facilités de transporter leurs produits au marché. Suivant lui les octrois de terre même gratuits ne produiraient pas d'aussi bons effets que le moyen qu'il propose. On n'émigre, dit-il, que dans l'espérance d'obtenir des salaires plus élevés. Il n'est pas rare de voir des cultivateurs abandonner leurs terres

pour se faire charretiers ou journaliers sur les quais des grandes villes. Les bonnes et faciles voies de communication avec les centres de commerce empêcheraient l'émigration et les chemins de fer du Nord et de la Colonisation du Nord sont, à ce point de vue, d'une nécessité absolue.

En terminant, il condamne les octrois de terres aux compagnies de chemins de fer et dit que l'on pourrait faire un meilleur usage de cette partie du domaine public.

M. Molleur constate avec bonheur que le gouvernement semble vouloir s'occuper sérieusement de l'émigration de nos compatriotes. Il y a deux classes d'émigrants, la classe agricole et la classe ouvrière. La première a émigré parce la main-d'œuvre était trop chère et qu'elle n'avait pas de marchés avantageux pour ses produits. Elle a vendu ses terres pour aller travailler aux États-Unis et y recueillir les avantages qui lui étaient refusés ici. Croit-on après cela qu'elle reviendra au pays pour coloniser les terres en bois debout, pour vivre dans la forêt!

Suivant M. Molleur, l'émigration s'arrêtera si l'on encourage l'établissement des manufactures. On fait trop de frais pour la colonisation et pas assez pour l'industrie. Les produits agricoles sont plus abondants que les produits manufacturés; et c'est ce défaut d'équilibre qui produit le malaise dont nous souffrons. Il faut rétablir l'équilibre, en augmentant le nombre des consommateurs de produits agricoles et non celui des producteurs.

Ainsi donc d'après M. Molleur le Canada est trop agricole et pas assez manufacturier; mais ignore-t-il qu'une partie considérable de nos objets de consommation sont de provenance étrangère? ne sait-il pas que nous importons chaque année pour plus d'un million et demi de piastres de farines et de grains. Nous ne récoltons pas assez pour nos besoins; il n'y a donc pas trop de cultivateurs.

L'orateur engage ensuite le gouvernement à améliorer notre système agricole; lui reproche de faire trop de dépenses en faveur de l'immigration; et critique la vente des limites à bois.

L'Hon. P. Fortin défend la politique du gouvernement et dit que l'exploitation de nos forêts est et sera pendant longtemps encore la plus importante industrie du pays et que pour donner à cette industrie tout le développement qu'elle mérite il faut lui vendre des limites à bois. C'est ce que le gouvernement a fait d'après les moyens approuvés par la Chambre.

M. Malhiot dit que le remède proposé par M. Molleur est pire que le mal, que ses avancées sont fautes et qu'il est injuste de rendre le gouvernement responsable de l'émigration des Canadiens. L'appât de gages très-élevés offerts par les industriels américains est la seule cause de l'émigration. Mais c'était là un état anormal qui s'est terminé par une terrible crise financière. Sous l'effet de cette crise les manufactures ont été fermées et le Canadien émigré est revenu dans ses foyers. Il trouve la politique du gouvernement excellente et pratique surtout en ce qui concerne les chemins de fer.

La réponse à l'adresse est ensuite adoptée.

Le 10, M. David a demandé si le gouvernement a l'intention d'indemniser l'ordre des Jésuites dont il s'est approprié l'ancien couvent.

L'Hon. M. Ouimet a fait la réponse suivante par écrit: "Tous les biens et propriétés du cidevant ordre des Jésuites, dont il jouissait à titre de possession ou de retour, comprenant les capitaux consolidés ou placés, ou formant partie d'icelle, et le principal de toutes les sommes réalisées ou à réaliser par la vente ou la commutation de quelque par-